

Province de Liège

BULLETIN PROVINCIAL

Périodique

Sommaire

Pages

**N° 63 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

Arrêté de police du Gouverneur du 22 octobre 2020 relatif au port du masque.

520

**N° 64 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

*Arrêté de police du Gouverneur du 22 octobre 2020 relatif à l'interdiction de
vente d'alcool dans les stations-services situées sur les aires autoroutières.*

528

**N° 63 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

Arrêté de police du Gouverneur du 22 octobre 2020 relatif au port du masque.



Gouverneur de la province de Liège

ARRÊTÉ DE POLICE

Le Gouverneur de la province de Liège

Vu la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et en particulier son article 5, §1er, e) ;

Vu la déclaration de l'OMS de l'état d'urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) en date du 30 janvier 2020 ;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, et en particulier ses articles 181, 182 et 187 ;

Vu l'arrêté royal du 31 janvier 2003 portant fixation du plan d'urgence pour les événements et situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national ;

Vu l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et à la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national, et en particulier son article 28 ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Vu l'arrêté de police du 6 octobre 2020 relatif à l'obligation de port du masque dans certains lieux et aux conditions qui l'accompagnent ;

Vu le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale ;

Vu l'urgence et le risque sanitaire que présente ce nouveau coronavirus pour la population belge ;

Vu les décisions de la réunion du Conseil National de Sécurité du 23 septembre 2020 ;

Vu le rapport du RAG (Risk Assessment Group) du 14 octobre 2020 ;

Considérant le principe de précaution qui implique que lorsqu'un risque grave et potentiel ayant un certain degré de probabilité a été détecté, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures de protection urgentes et provisoires au niveau le plus approprié pour ce faire ;

Considérant que la situation sanitaire est évaluée régulièrement, que cela signifie qu'un retour à des mesures plus strictes ou plus souples n'est jamais exclu ;

Considérant que la propagation du nouveau coronavirus COVID-19 est particulièrement forte et continue en province de Liège depuis plusieurs semaines ;

Considérant l'importance, soulignée par les Bourgmestres, de déterminer des règles claires et harmonisées quant au port du masque sur l'ensemble des communes de la province dans le cadre, notamment, des événements sportifs, ainsi que les marchés, foires, manifestations et cimetières ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. Toute personne à partir de l'âge de 12 ans est obligée de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu ou, lorsque cela n'est pas possible pour des raisons médicales, avec un écran facial dès lors qu'il est impossible de maintenir une distance de 1,5 mètre entre chaque personne, ainsi que dans les lieux et les conditions définis dans le présent arrêté.

Les personnes qui sont dans l'impossibilité de porter un masque, une alternative en tissu ou un écran facial, en raison d'une situation de handicap attestée au moyen d'un certificat médical, ne sont pas tenues par les dispositions du présent arrêté prévoyant cette obligation.

Section 1 : Abords des écoles

Article 2. Sans préjudice d'une réglementation communale plus restrictive, le port du masque est obligatoire, une heure avant et une heure après les heures d'entrée et de sortie habituelles des écoles, à proximité immédiate de toute entrée d'établissement scolaire maternel, primaire, secondaire, supérieur ou universitaire.

Section 2 : Marchés en plein air

Article 3. Le port du masque est obligatoire sur les marchés, brocantes, marchés aux puces et fêtes foraines tels que cités à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 18 octobre 2020.

Section 3 : Files d'attente

Article 4. Le port du masque est obligatoire dans les files d'attente.

Section 4 : Événements, activités organisées et manifestations

Article 5. Le port du masque est obligatoire lors de la tenue d'événements, représentations, activités organisées (en ce compris les mariages civils, enterrements et crémations, l'exercice collectif du culte, l'exercice collectif de l'assistance morale non confessionnelle ainsi que les activités au sein d'une association philosophique non-confessionnelle), et manifestations statiques se déroulant sur la voie publique, tels que visés par les articles 17 §4, §5, §6, §9 et 20 de l'arrêté ministériel du 18 octobre 2020.

Article 6. Toute personne qui assiste à un événement sportif (statique ou itinérant), qu'il ait lieu sur la voie publique ou dans une infrastructure, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, doit porter un masque dès son entrée sur le site et durant toute la durée de l'événement. Cette obligation concerne également les participants de l'activité sportive tant qu'ils ne l'exercent pas.

Section 5 : Etablissements publics

Article 7. Le port du masque est obligatoire dans les bâtiments publics, pour les parties accessibles au public.

Article 8. Sans préjudice d'une réglementation communale plus restrictive, le port du masque est obligatoire pour toute personne qui pénètre dans un cimetière et pour la durée de sa visite, durant la période de Toussaint, du 30 octobre au 3 novembre 2020 inclus et en tout temps pour les événements visés à l'article 5.

Section 6 : Exécution

Article 9. Les autorités communales et les services de police sont chargés de faire appliquer le présent arrêté.

Article 10. Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement et produit ses effets jusqu'au 19 novembre 2020 inclus. Il sera affiché aux emplacements habituellement prévus pour les notifications officielles.

Article 11. Les infractions au présent arrêté sont sanctionnées par les peines prévues à l'article 187 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, à savoir un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six à cinq cents euros, ou d'une de ces peines seulement.

Article 12. Le présent arrêté sera publié au Bulletin provincial et notifié par courriel.

1° Pour disposition :

- a) À l'ensemble des Bourgmestres de la province de Liège chargés de l'afficher sans délai aux endroits habituellement réservés aux notifications officielles ;
- b) À Messieurs les Chefs de corps des zones de Police locale de la province de Liège ;
- c) À Messieurs les Directeurs coordinateurs administratifs de la Police fédérale de Liège et Eupen ;
- d) À Madame le Procureur du Roi d'Eupen ;
À Monsieur le Procureur du Roi de Liège.

2° Pour information :


- a) Au Premier Ministre ;
- b) À la Ministre fédérale de l'Intérieur ;
- c) Au Ministre fédéral de la Santé publique ;
- d) Au Ministre-Président de la Wallonie ;
- e) À la Ministre de la Santé de la Région wallonne ;
- f) Au Ministre-Président de la Communauté germanophone ;
- g) Au Centre de Crise national ;
- h) Au centre de Crise régional ;
- i) Au Collège provincial de Liège.

Article 13. Un recours en annulation, ainsi qu'un éventuel recours en suspension, peuvent être introduits par requête, auprès du Conseil d'Etat sis au 33, rue de la Science, 1040 Bruxelles ou électroniquement via le site : <https://eproadmin.raadvst-consetat.be/>, dans un délai de 60 jours à compter de la notification du présent arrêté, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973.

Section 7 : Dispositions finales et abrogatoires

Article 14. Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté de police du 6 octobre 2020 relatif à l'obligation de port du masque dans certains lieux et aux conditions qui l'accompagnent.

Fait à Liège, le 22 octobre 2020.



Catherine Delcourt,
Gouverneur de la province de Liège f.f.



POLIZEIERLASS

Aufgrund der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten und insbesondere des Artikels 5, § 1, Buchst. e;

Aufgrund der von der WHO am 30. Januar 2020 erklärten gesundheitlichen Notlage von internationaler Tragweite (GNIT);

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Mai 2007 über die zivile Sicherheit, insbesondere der Artikel 181, 182 und 187;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 31. Januar 2003 zur Festlegung des Noteinsatzplanes für Krisenereignisse und Krisensituationen, die eine Koordination oder eine Bewältigung auf nationaler Ebene erfordern;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2019 über die Noteinsatzplanung und die Bewältigung von Notsituationen auf kommunaler und provinzieller Ebene und über die Rolle der Bürgermeister und Provinzgouverneure bei Ereignissen und Krisensituationen, die eine Koordination oder eine Bewältigung auf nationaler Ebene erfordern, insbesondere Artikel 28;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 18. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19;

Aufgrund des Polizeierlasses vom 6. Oktober 2020 bezüglich der Maskentragepflicht an bestimmten Orten und unter bestimmten Bedingungen;

Aufgrund des Vorsorgeprinzips im Rahmen der Verwaltung einer internationalen Gesundheitskrise;

Aufgrund der Dringlichkeit und des Gesundheitsrisikos, welches das neue Coronavirus für die belgische Bevölkerung darstellt;

Aufgrund der Beschlüsse der Sitzung des Nationalen Sicherheitsrats vom 23. September 2020;

Aufgrund des Berichts der RAG (Gruppe Risikobewertung) vom 14. Oktober 2020;

In Erwägung des Vorsorgeprinzips, das voraussetzt, dass die öffentlichen Behörden bei Feststellung eines ernststen Gefährdungspotenzials mit einer gewissen Eintrittswahrscheinlichkeit dringende und vorläufige Schutzmaßnahmen auf der hierfür am besten geeigneten Ebene ergreifen müssen;

In der Erwägung, dass die sanitäre Lage regelmäßig evaluiert wird; dass dies bedeutet, dass eine Rückkehr zu strengeren oder flexibleren Maßnahmen nicht ausgeschlossen ist;

In der Erwägung, dass die Ausbreitung des neuen Coronavirus COVID-19 besonders stark ist und seit mehreren Wochen in der Provinz Lüttich weiter voranschreitet;

Place Notger 2 • 4000 Lüttich • Tel.: +32 (0)4 279 33 34 • E-Mail: gouverneur@provincedeliege.be

www.gouverneur.provincedeliege.be
 Folgen Sie dem Gouverneur auf



www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645
 Datenschutz-Grundverordnung

In der Erwägung, dass es, wie die Bürgermeister betont haben, wichtig ist, klare und harmonisierte Regeln in allen Gemeinden der Provinz bezüglich des Tragens von Masken, insbesondere im Rahmen von Sportveranstaltungen sowie auf Märkten, Messen, Kundgebungen und Friedhöfen festzulegen;

ERLÄSST DER GOUVERNEUR DER PROVINZ LÜTTICH

Artikel 1. Ab dem Alter von 12 Jahren ist jeder verpflichtet, Mund und Nase mit einer Maske oder einer anderen Alternative aus Stoff zu bedecken oder, wenn dies aus medizinischen Gründen nicht möglich ist, mit einem Gesichtsschutzschild, sobald es nicht möglich ist einen Abstand von 1,5 m zwischen den Personen zu wahren sowie an den in vorliegendem Erlass festgelegten Orten und unter den in vorliegendem Erlass festgelegten Umständen.

Wer aufgrund einer durch ein ärztliches Attest bescheinigten Behinderung nicht in der Lage ist, eine Schutzmaske, eine Alternative aus Stoff oder einen Gesichtsschutzschirm zu tragen, braucht die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses, die diese Verpflichtung vorsehen, nicht einzuhalten.

Abschnitt 1: Umgebung von Schulen

Artikel 2. Unbeschadet einer restriktiveren kommunalen Regelung ist das Tragen einer Maske eine Stunde vor und eine Stunde nach den üblichen Schulbeginn- und Schulschlusszeiten in unmittelbarer Nähe von allen Eingängen zu Kindergärten, Grundschulen, Sekundarschulen, Hochschulen und Universitäten obligatorisch.

Abschnitt 2: Märkte im Freien

Artikel 3. Das Tragen einer Maske ist obligatorisch auf Märkten, Flohmärkten und Jahrmärkten, wie in Artikel 15 des Ministeriellen Erlasses vom 18. Oktober 2020 aufgeführt.

Abschnitt 3: Warteschlangen

Artikel 4. In Warteschlangen ist das Tragen einer Maske obligatorisch.

Abschnitt 4: Veranstaltungen, organisierte Aktivitäten und Kundgebungen

Artikel 5. Das Tragen einer Maske ist obligatorisch bei Veranstaltungen, Vorführungen, organisierten Aktivitäten (einschließlich ziviler Eheschließungen, Beerdigungen und Einäscherungen, kollektiver Ausübungen des Kults und kollektiver Ausübungen nichtkonfessionellen moralischen Beistands und Aktivitäten innerhalb einer philosophischen nichtkonfessionellen Vereinigung) und statischen Kundgebungen, die auf öffentlicher Straße stattfinden, wie in den Artikeln 17 § 4, § 5, § 6, § 9 und 20 des Ministeriellen Erlasses vom 18. Oktober 2020 erwähnt.

Artikel 6. Jeder, der einer Sportveranstaltung, sei es auf öffentlicher Straße oder in einer Infrastruktur sowohl innen als auch im Freien beiwohnt, muss, sobald er das Gelände betritt, und während der gesamten Dauer der Veranstaltung eine Maske tragen. Diese Verpflichtung betrifft auch die Teilnehmer der sportlichen Tätigkeit, wenn sie diese nicht ausüben.

Place Notger 2 • 4000 Lüttich • Tel.: +32 (0)4 279 33 34 • E-Mail: gouverneur@provincedeliege.be

www.gouverneur.provincedeliege.be
 Folgen Sie dem Gouverneur auf



www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645
 Datenschutz-Grundverordnung

Abschnitt 5: Öffentliche Einrichtungen

Artikel 7. In öffentlichen Gebäuden ist das Tragen einer Maske in den für die Öffentlichkeit zugänglichen Bereichen obligatorisch.

Artikel 8. Unbeschadet einer restriktiveren kommunalen Regelung ist das Tragen einer Maske obligatorisch für jeden, der einen Friedhof betritt während eines Besuches im Zeitraum um Allerheiligen vom 30. Oktober bis einschließlich 3. November 2020 und immer bei den in Artikel 5 angeführten Ereignissen.

Abschnitt 6: Ausführung

Artikel 9. Die Gemeindebehörden und die Polizeidienste sind beauftragt, für die Anwendung des vorliegenden Erlasses zu sorgen.

Artikel 10. Vorliegender Erlass tritt sofort in Kraft und ist bis einschließlich 19. November 2020 wirksam. Er wird an allen gewöhnlich für amtliche Veröffentlichungen vorgesehenen Orten ausgehängt.

Artikel 11. Zuwiderhandlungen gegen vorliegenden Erlass werden geahndet mit Strafen, die in Artikel 187 des Gesetzes vom 15. Mai 2007 über die zivile Sicherheit vorgesehen sind, nämlich einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis drei Monaten und einer Geldstrafe von sechszwanzig bis fünfhundert Euro oder nur einer der beiden Strafen.

Artikel 12. Vorliegender Erlass wird im Provinzbuletin veröffentlicht und per E-Mail notifiziert:

1. zur weiteren Veranlassung an:

- a) alle Bürgermeister der Provinz Lüttich mit dem Auftrag, ihn unverzüglich an allen gewöhnlich für amtliche Veröffentlichungen vorgesehenen Orten auszuhängen,
- b) die Korpschefs der lokalen Polizeizonen der Provinz Lüttich,
- c) die Verwaltungspolizeidirektoren-Koordinatoren der föderalen Polizei in Lüttich und in Eupen,
- d) die Prokuratorin des Königs in Eupen, den Prokurator des Königs in Lüttich.

2. zur Information an:

- a) den Premierminister,
- b) die föderale Ministerin des Innern,
- c) den föderalen Minister der Volksgesundheit,
- d) den Ministerpräsidenten der Wallonie,
- e) die Ministerin für Gesundheit der Wallonischen Region,
- f) den Ministerpräsidenten der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
- g) das nationale Krisenzentrum,
- h) das regionale Krisenzentrum,
- i) das Provinzkollegium von Lüttich.

Artikel 13. Eine Nichtigkeitsklage sowie eine etwaige Aussetzungsklage können binnen 60 Tagen ab Notifizierung des vorliegenden Erlasses durch Antragschrift beim Staatsrat in 1040 Brüssel,

Place Notger 2 • 4000 Lüttich • Tel.: +32 (0)4 279 33 34 • E-Mail: gouverneur@provincedeliege.be

www.gouverneur.provincedeliege.be
 Folgen Sie dem Gouverneur auf



www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645
 Datenschutz-Grundverordnung

Rue de la Science 33 oder elektronisch über die Website <https://eproadmin.raadvst-consetat.be> eingereicht werden, gemäß den am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetzen über den Staatsrat.

Abschnitt 7: Schluss- und Aufhebungsbestimmungen

Artikel 14. Vorliegender Polizeierlass hebt den Polizeierlass vom 6. Oktober 2020 bezüglich der Maskentragpflicht an bestimmten Orten und unter bestimmten Bedingungen auf und ersetzt diesen.

Lüttich, den 22. Oktober 2020



Catherine Delcourt
Diensttuende Gouverneurin der Provinz Lüttich

Place Notger 2 • 4000 Lüttich • Tel.: +32 (0)4 279 33 34 • E-Mail: gouverneur@provincedeliege.be

www.gouverneur.provincedeliege.be
Folgen Sie dem Gouverneur auf



www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645
Datenschutz-Grundverordnung

**N° 64 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

Arrêté de police du Gouverneur du 22 octobre 2020 relatif à l'interdiction de vente d'alcool dans les stations-services situées sur les aires autoroutières.



Gouverneur de la province de Liège

ARRÊTÉ DE POLICE

Le Gouverneur de la province de Liège

Vu la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et en particulier son article 5, §1er, e) ;

Vu la déclaration de l'OMS de l'état d'urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) en date du 30 janvier 2020 ;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, et en particulier ses articles 181, 182 et 187 ;

Vu l'arrêté royal du 31 janvier 2003 portant fixation du plan d'urgence pour les événements et situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national ;

Vu l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et à la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national, et en particulier son article 28 ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Vu l'arrêté de police du 9 octobre 2020 prenant diverses mesures relatives à la consommation d'alcool, aux événements sportifs et rassemblements et porte-à-porte décidées en vue de limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Vu le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale ;

Considérant que la situation sanitaire est évaluée régulièrement, que cela signifie qu'un retour à des mesures plus strictes ou plus souples n'est jamais exclu ;

Considérant, selon le rapport du RAG du 14 octobre 2020, que la province de Liège est classée à un niveau d'alerte 4, soit le niveau d'alerte maximale ;

Considérant que les analyses épidémiologiques fédérales montrent une grande diffusion des cas sur tout le territoire de la Wallonie ;

Considérant que les contaminations sont manifestement favorisées par des comportements ignorant les gestes et mesures barrières lors de rassemblements observés à proximité des lieux de consommation d'alcool ;

Considérant que la consommation d'alcool sur la voie publique favorise, elle aussi, des rassemblements qui mettent en péril le respect des gestes barrières ;

Considérant que les mesures visant à réduire les risques de propagation du coronavirus doivent respecter le principe de proportionnalité et s'adapter aux réalités locales ;

Considérant les délais de contamination décrits à ce stade par la science et la durée nécessaire d'une mesure de prévention pour qu'elle produise ses effets, que des évaluations hebdomadaires des mesures prises seront organisées ;

Considérant l'article 30 § 1^{er} de l'arrêté ministériel du 18 octobre 2020 qui prévoit que lorsque le bourgmestre ou le gouverneur est informé par l'organisme de santé de l'entité fédérée concernée d'une augmentation locale de l'épidémie sur son territoire, ou lorsqu'il la constate, le bourgmestre ou le gouverneur doit prendre les mesures complémentaires requises par la situation ;

ARRÊTE

Section 1 : Dispositions

Article 1. La vente d'alcool est interdite dans les stations-services situées sur les aires autoroutières.

Section 2 : Exécution

Article 2. Les autorités communales et les services de police, visés par le présent arrêté, sont chargés de veiller à son application.

Article 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 23 octobre 2020 à 12h00 et reste d'application jusqu'au 19 novembre 2020 inclus. Il sera affiché aux emplacements habituellement prévus pour les notifications officielles.

Article 4. Les infractions au présent arrêté sont sanctionnées par les peines prévues à l'article 187 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, à savoir un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six à cinq cents euros, ou d'une de ces peines seulement.

Article 5. Le présent arrêté sera publié au Bulletin provincial et notifié par courriel.

1° Pour disposition :

- a. Aux Bourgmestres de la province de Liège, chargés de l'afficher sans délai aux endroits habituellement réservés aux notifications officielles ;
- b. A Messieurs les Chefs de corps des zones de Police locale de la province de Liège ;
- c. A Messieurs les Directeurs coordinateurs administratifs de la Police fédérale de Liège et Eupen, à charge pour les unités de la police fédérale de la route (WPR) de procéder à la signification du présent arrêté auprès des exploitants concernés ;
- d. A Madame le Procureur du Roi d'Eupen ;
A Monsieur le Procureur du Roi de Liège.

2° Pour information :

- a. Au Premier Ministre ;
- b. A la Ministre fédérale de l'Intérieur ;
- c. Au Ministre fédéral de la Santé publique ;
- d. Au Ministre-Président de la Région wallonne ;
- e. A la Ministre de la Santé de la Région wallonne ;
- f. Au Ministre-Président de la Communauté germanophone ;
- g. Au Centre de Crise national ;
- h. Au Centre de Crise régional ;
- i. Au Collège provincial de Liège.

Article 6. Un recours en annulation, ainsi qu'un éventuel recours en suspension, peuvent être introduits par requête, auprès du Conseil d'Etat sis au 33, rue de la Science, 1040 Bruxelles ou électroniquement via le site : <https://eproadmin.raadvst-consetat.be/>, dans un délai de 60 jours à compter de la notification du présent arrêté, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973.

Fait à Liège, le 22 octobre 2020.



Catherine Delcourt,
Gouverneur de la province de Liège f.f.



POLIZEIERLASS

Aufgrund der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten und insbesondere des Artikels 5, § 1, Buchst. e;

Aufgrund der von der WHO am 30. Januar 2020 erklärten gesundheitlichen Notlage von internationaler Tragweite (GNIT);

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Mai 2007 über die zivile Sicherheit, insbesondere der Artikel 181, 182 und 187;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 31. Januar 2003 zur Festlegung des Noteinsatzplanes für Krisenereignisse und Krisensituationen, die eine Koordination oder eine Bewältigung auf nationaler Ebene erfordern;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2019 über die Noteinsatzplanung und die Bewältigung von Notsituationen auf kommunaler und provinzieller Ebene und über die Rolle der Bürgermeister und Provinzgouverneure bei Ereignissen und Krisensituationen, die eine Koordination oder eine Bewältigung auf nationaler Ebene erfordern, insbesondere Artikel 28;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 18. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19;

Aufgrund des Polizeierlasses vom 9. Oktober 2020, mit dem verschiedene Maßnahmen betreffend Alkoholkonsum, Sportveranstaltungen, Zusammenkünfte und Haustürverkauf beschlossen wurden, um die Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 einzudämmen;

Aufgrund des Vorsorgeprinzips im Rahmen der Verwaltung einer internationalen Gesundheitskrise;

In der Erwägung, dass die sanitäre Lage regelmäßig evaluiert wird; dass dies bedeutet, dass eine Rückkehr zu strengeren oder flexibleren Maßnahmen nicht ausgeschlossen ist;

In der Erwägung, dass die Provinz Lüttich gemäß dem Bericht der RAG (Gruppe Risikobewertung) vom Mittwoch, 14. Oktober 2020 in Alarmstufe 4, das heißt die höchste Alarmstufe eingestuft wurde;

In der Erwägung, dass die föderalen epidemiologische Analysen eine große Verbreitung der Fälle auf dem gesamten Gebiet der Wallonie zeigen;

In der Erwägung, dass die Ansteckung offensichtlich durch Verhaltensweisen begünstigt wird, bei denen Barrieregesten und -maßnahmen ignoriert werden, wie es bei Zusammenkünften in der Nähe von Orten an denen Alkohol konsumiert wird, beobachtet wurde;

Place Notger 2 • 4000 Lüttich • Tel.: +32 (0)4 279 33 34 • E-Mail: gouverneur@provincedeliege.be

www.gouverneur.provincedeliege.be
Folgen Sie dem Gouverneur auf



www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645
Datenschutz-Grundverordnung

In der Erwägung, dass der Alkoholkonsum auf öffentlichen Straßen ebenfalls Zusammenkünfte begünstigt, die die Beachtung der Barrieregesten gefährden;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen, die darauf abzielen, das Risiko der Ausbreitung des Coronavirus zu verringern, den Grundsatz der Verhältnismäßigkeit bewahren und an die lokalen Gegebenheiten angepasst sein müssen;

In Erwägung der von der Wissenschaft zu diesem Zeitpunkt beschriebenen Ansteckungsdauer und der erforderlichen Dauer, bis eine Vorbeugungsmaßnahme Wirkung zeigt; dass eine wöchentliche Bewertung der getroffenen Maßnahmen erfolgen wird;

In Erwägung des Artikels 30 § 1 des Ministeriellen Erlasses vom 18. Oktober 2020, der vorsieht, dass wenn ein Bürgermeister oder Gouverneur von der Gesundheitseinrichtung des betreffenden Gliedstaates von einem lokalen Wiederaufflammen der Epidemie auf seinem Gebiet in Kenntnis gesetzt wird oder dies feststellt, er zusätzliche Maßnahmen ergreifen muss, die die Situation erforderlich macht;

ERLÄSST DER GOUVERNEUR DER PROVINZ LÜTTICH

Abschnitt 1: Bestimmungen

Artikel 1. Der Verkauf von Alkohol ist in den Tankstellen an Autobahnrastplätzen verboten.

Abschnitt 2: Ausführung

Artikel 2. Die von vorliegendem Erlass betroffenen Gemeindebehörden und Polizeidienste sind beauftragt, für seine Anwendung zu sorgen.

Artikel 3. Vorliegender Erlass tritt am 23. Oktober 2020 um 12 Uhr in Kraft und ist bis einschließlich 19. November 2020 wirksam. Er wird an allen gewöhnlich für amtliche Veröffentlichungen vorgesehenen Orten ausgehängt.

Artikel 4. Zuwiderhandlungen gegen vorliegenden Erlass werden geahndet mit Strafen, die in Artikel 187 des Gesetzes vom 15. Mai 2007 über die zivile Sicherheit vorgesehen sind, nämlich einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis drei Monaten und einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis fünfhundert Euro oder nur einer der beiden Strafen.

Artikel 5. Vorliegender Erlass wird im Provinzbuletin veröffentlicht und per E-Mail notifiziert:

1. zur weiteren Veranlassung an:

- a. die Bürgermeister der Provinz Lüttich mit dem Auftrag, ihn unverzüglich an allen gewöhnlich für amtliche Veröffentlichungen vorgesehenen Orten auszuhängen,
- b. die Korpschefs der lokalen Polizeizonen der Provinz Lüttich,
- c. die Verwaltungspolizeidirektoren-Koordinatoren der föderalen Polizei in Lüttich und in Eupen, mit dem Auftrag an die Einheiten der föderalen Straßenpolizei (WPR), den betreffenden Betreibern vorliegenden Erlass zuzustellen,
- d. die Prokuratorin des Königs in Eupen,
- e. den Prokurator des Königs in Lüttich.

Place Notger 2 • 4000 Lüttich • Tel.: +32 (0)4 279 33 34 • E-Mail: gouverneur@provincedeliege.be

www.gouverneur.provincedeliege.be
 Folgen Sie dem Gouverneur auf



www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645
 Datenschutz-Grundverordnung

2. zur Information an:

- a. den Premierminister,
- b. die föderale Ministerin des Innern,
- c. den föderalen Minister der Volksgesundheit,
- d. den Ministerpräsidenten der Wallonischen Region,
- e. die Ministerin für Gesundheit der Wallonischen Region,
- f. den Ministerpräsidenten der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
- g. das nationale Krisenzentrum,
- h. das regionale Krisenzentrum,
- i. das Provinzkollegium von Lüttich.

Artikel 6. Eine Nichtigkeitsklage sowie eine etwaige Aussetzungsklage können binnen 60 Tagen ab Notifizierung des vorliegenden Erlasses durch Antragschrift beim Staatsrat in 1040 Brüssel, Rue de la Science 33 oder elektronisch über die Website <https://eproadmin.raadvst-consetat.be> eingereicht werden, gemäß den am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetzen über den Staatsrat.

Lüttich, den 22. Oktober 2020



Catherine Delcourt
Diensttuende Gouverneurin der Provinz Lüttich

Place Notger 2 • 4000 Lüttich • Tel.: +32 (0)4 279 33 34 • E-Mail: gouverneur@provincedeliege.be

www.gouverneur.provincedeliege.be
Folgen Sie dem Gouverneur auf



www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645
Datenschutz-Grundverordnung